



Déclaration liminaire du CSAL du 20/04/2023

Monsieur Le Président,

3 mois de mépris et d'ignorance, 3 mois que la majorité de la population et la quasi-intégralité des actifs luttent contre la réforme des retraites.

L'intersyndicale nationale unie depuis le premier jour, dont la légitimité n'a jamais été aussi forte, est exclue de toutes négociations sur un thème social majeur.

Le dialogue social est inexistant. Ce Président et son Gouvernement n'entendent rien, n'écoutent rien et vont droit dans le mur.

Face à ce dialogue de sourds où le gouvernement s'obstine à ne pas entendre les justes revendications de la rue, l'intersyndicale nationale décide de boycotter toutes les instances. Cependant, après avoir refusé de siéger en première convocation en CSAL, **Solidaires Finances Publiques 34** a pris la responsabilité de se présenter en seconde convocation vue l'importance des sujets abordés et des nombreuses revendications que nous voulons porter.

L'antenne de Nîmes, parfait reflet de l'absence de dialogue social de la DG dans la droite ligne du gouvernement Macron, est mise en place au 1^o septembre.

- Un transfert de 25 emplois sur Nîmes qui ne trouve aucune légitimité professionnelle.
- Une mission qui fonctionne dans le 34 est sacrifiée sur l'autel des petits arrangements politiques.

Malgré les alertes des syndicats tant au niveau national dans les GT, qu'au niveau local à votre arrivée et auprès du Directeur Général Adjoint Antoine Magnan, mais aussi l'alerte des agents des SIE au travers de la pétition signée par la quasi-totalité, rien ne l'a remise en cause.

De votre propre aveu, vous n'y trouviez aucun sens !

Comment est-ce possible ? Pourquoi maintenir ce projet absurde ? À quoi servent les corps intermédiaires ?

Quel Gâchis !

SDIF, PCR... le NRP serait-il devenu permanent ?

Solidaires Finances Publiques 34 s'oppose à votre politique de suppression d'emplois qui provoque des restructurations de services et nous n'acceptons pas que les agents soient une variable d'ajustement au détriment de leur vie privée.

Dans ce CSAL, nous vous demandons de garantir à ce qu'aucun agent ne subisse une mobilité forcée.

Par ailleurs, nous pourrions nous réjouir du travail de nos services sur la mise en accusation pour fraude fiscale de certaines banques françaises.

Mais tout est une question de justice et là avec un peu de recul le bât blesse, car quand on insulte notre président sur les réseaux sociaux on part en garde à vue alors que quand on détourne des milliards de recettes publiques, on continue de manger à la table du chef de l'État.

Quel bel exemple !

Alors, après l'effritement des services publics dont la destruction massive de notre réseau, et aujourd'hui cette crise démocratique, **Solidaires Finances Publiques** constate une défiance de plus en plus forte envers les institutions et les personnels de l'état.

Nous dénonçons la mise en danger des personnels des finances publiques, il est inadmissible que nous soyons doubles victimes de ce gouvernement et de ses méthodes !

